



Avis d'Appel d'Offres National Ouvert N°001/AONO/ARMP/CIPM/26 du 25 AOÛT 2023

**RELATIVE A L'HEBERGEMENT SECURISE DE L'INFRASTRUCTURE TIC CRITIQUE DE PRODUCTION  
DU SYSTEME D'INFORMATION DE L'ARMP.**

## **1. Objet de l'Appel d'Offres**

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'une de ses missions qui est de surveiller, d'animer et d'alimenter le système d'information des Marchés Publics, l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP) lance un appel d'offres pour l'hébergement sécurisé de son infrastructure TIC critique de production de son Système d'Information.

## **2. Consistance des prestations**

Les prestations, objet du présent appel d'offres consistent en :

2.1. Hébergement sécurisé des services de la plateforme Pridesoft constitués de

- un nœud pour le site web ;
- un nœud pour l'application Pridesoft ;
- un nœud pour la banque des données des marchés publics (Pridesoft DB) ;
- un nœud pour la Formation en ligne (MOOC et Certification) ;
- un nœud pour le DNS et des outils de supervision ou monitoring ;
- un nœud pour la Messagerie ;
- un nœud pour les sauvegardes actives des codes sources et de la plateforme de développement ;
- un nœud pour les sauvegardes (Backup).

2.2. Le nœud backup a les caractéristiques minimales suivantes ; DD 5TB, RAM 64GB, Processeur 4 cœurs minimum avec cadencement minimum de 3Ghz, Débit Internet et réseau privé sécurisé minimum de 1Gbit/s ;

2.3. Les autres nœuds ont les caractéristiques minimales suivantes DD 3TB, RAM 64 GB, Processeur 4 cœurs minimum avec cadencement minimum de 3Ghz, Débit Internet et réseau privé sécurisé minimum de 1Gbit/s ;

2.4. Les services précédemment cités peuvent être fourni en mode dédié (nœuds redondés sur des sites géographiques différents) ou en Cloud ;

2.5. La plateforme doit être fournie avec des outils d'administration distant web et/ou Mobile ;

2.6. La plateforme d'hébergement doit intégrer les outils de sécurité (Anti-malware, Anti-DDoS, Anti-virus, Anti-Rootkit, etc. ...) ;

2.7. Les technologies utilisées dans la plateforme à héberger sont : Ubuntu Server, Web Apache Server, PHP, MySQL, PostgreSQL, BIND, Postfix ;

2.8. La licence d'exploitation de l'ensemble des services de cette plateforme doit être de vingt-quatre (24) mois minimum ;

- 2.9. Le support technique associé à la plateforme d'hébergement doit couvrir la durée de validité de la licence ;
- 2.10. L'intégration du nouveau module eCaution de Pridesoft ;
- 2.11. La migration des données de la plateforme actuelle vers la nouvelle plateforme le cas échéant ;
- 2.12. La formation d'au moins deux personnels de la Direction des Systèmes d'Information sur l'administration avancée d'Ubuntu Server et du SGBD PostgreSQL.

### **3. Délais prévisionnels et lieu de livraison**

Deux délais sont à prendre en compte dans le cadre de l'exécution de cette prestation.

Un délai maximum de mise en service de l'infrastructure prévu par le Maître d'Ouvrage à **trente (30) jours** à compter de la date de notification de l'Ordre de Service de Démarrage y afférent, au-delà duquel le retard de l'exécution est constaté.

La durée du service qui est de **vingt-quatre (24) mois** au moins, à compter de la Date de réception Provisoire des prestations.

### **4. Allotissement**

Le présent appel d'offres est constitué en lot unique.

### **5. Coût prévisionnel**

Le coût prévisionnel de cette prestation est de **cinquante millions (50.000.000) FCFA TTC.**

### **6. Participation et origine**

La participation à cette consultation est ouverte à tous les prestataires de droit Camerounais installés au Cameroun et justifiant des capacités et compétences leur permettant de réaliser les prestations objet de la présente consultation.

### **7. Financement**

Les prestations objet du présent Appel d'Offres sont financées par le budget de l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP), exercice 2026, imputation budgétaire N°03.07.02.01/236 100.

### **8. Mode de soumission**

Le mode de soumission retenu pour cet Appel d'Offres est **en ligne.**

### **9. Cautionnement de soumission**

Les offres devront être accompagnées d'une caution de soumission d'un montant de **un million (1.000.000) Francs CFA.**

Cette caution devra être valable **trente (30) jours** au-delà de la date de validité des offres et être établie par un établissement bancaire ou un organisme financier de premier ordre agréé par le Ministère chargé des finances à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics, dont la liste figure en pièce N°14 du présent DAO.

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable. **Sous peine de rejet, la caution de soumission doit être conforme aux dispositions de la Lettre-Circulaire n°000019/LC/MINMAP du 05 juin 2024 relative aux modalités de constitution, de consignation, de restitution, et de déconsignation des cautionnements sur les Marchés Publics.**

## 10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être obtenu à l'Agence de Régulation des Marchés Publics (Service des Marchés), sis au 4ème étage de l'Immeuble siège de l'Agence (porte 6039). Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme **COLEPS** aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, sur le site internet de l'ARMP ([www.armp.cm](http://www.armp.cm)).

## 11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être obtenu, dès publication du présent avis par voie de presse écrite ou par voie d'affichage, dans les locaux de l'Agence de Régulation des Marchés Publics, sur présentation d'une quittance de versement d'une somme non remboursable de **cinquante mille (50.000) Francs CFA** payable dans le compte **CAS-ARMP N°33598860001/94** ouvert à la BICEC et représentant les frais d'achat du dossier.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du Dossier d'Appel d'Offres (DAO) par téléchargement gratuit sur les plateformes **COLEPS** ou **PRIDESOFT** disponibles aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du Dossier d'Appel d'Offres.

## 12. Remise des offres

Chaque cotation est rédigée en français ou en anglais.

La cotation devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme **COLEPS** au plus tard le **23 SEPT 2025** à **13 heures (Heures Locales)**. Une copie de sauvegarde de la cotation enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis.

### N.B : Taille et format des fichiers

Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- **5 MO pour l'Offre Administrative ;**
- **15 MO pour l'Offre Technique ;**
- **5 MO pour l'Offre Financière.**

Les formats acceptés sont les suivants :

- **Format PDF pour les documents textuels ;**
- **JPEG pour les images.**

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

### 13. Recevabilité des offres

Les pièces administratives, la cotation technique et la cotation financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous plis scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- Les plis non-conformes au mode de soumission.
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du DAO sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des Marchés Publics ou le non-respect des modèles des pièces du DAO, entraînera le rejet pur et simple de la cotation sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

### 14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le 23 SEPT 2026 à **14 heures** (Heures Locales) par la Commission Interne de Passation des Marchés placée auprès de l'ARMP dans la salle de conférence du deuxième étage de l'ARMP.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

**Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de la Cotation. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de Cotation.**

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de **quarante-huit (48) heures** accordées par la Commission, l'offre sera rejetée.

### 15. Critères d'évaluation

#### 15.1 Critères éliminatoires

Il s'agit notamment :

- Absence à l'ouverture des plis de la caution de soumission aux dispositions de la lettre Circulaire n°000019/LC/MINMAP du 05 juin 2024 relative aux modalités de constitution, de consignation, de conservation, de restitution et de déconsignation des cautionnements sur les marchés publics ;
- Fausses déclarations, les manœuvres frauduleuses ou la falsification de pièces administratives ;
- Absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif dans un délai de 48h après l'ouverture des plis (excepté le cautionnement de soumission) ;
- Absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon de l'exécution d'une prestation au cours des trois dernières années ;
- Non-respect du format de fichier des offres ;
- de l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;
- de l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;

- Non-conformité du mode de soumission ;
- Absence de la charte d'intégrité datée et signée à la dernière page ;
- Absence de dépôt dans la copie de sauvegarde ;
- Absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales paraphée page par page, datée et signée à la dernière page.
- Non-conformité du matériel proposé à « au moins 20/26 » des caractéristiques techniques
- Note technique inférieur à 5/7 des critères essentiels
- Disposer d'au moins une référence en matière d'hébergement et sécurisation de plateformes. (Important : toute référence doit être justifiée (les pages de garde et de signature des contrats afférents plus procès-verbal de réception).
- Absence de certification Pridesoft Intégrateur.

## 15.2. Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des fournisseurs porteront à titre indicatif sur :

- La présentation de l'offre ;
- Les références générales du soumissionnaire ;
- Les garanties et service après-vente ;
- La qualification et l'expérience des personnels ;
- La méthodologie, planning et délai d'exécution ;
- Les preuves d'acceptation des conditions de la Lettre-Commande ;
- Le matériel.

## 16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué attribuera le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante.

## 17. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs Cotations pendant **quatre-vingt-dix (90) jours** à partir de la date limite fixée pour la remise des Cotations.

## 18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables auprès du Service des Marchés sis au **quatrième (4ème) étage, porte n°6 039** de l'immeuble siège ou en ligne sur la plateforme **COLEPS** aux adresses **<http://www.marchespublics.cm>** et **<http://www.publiccontracts.cm>** ou tout autres moyens de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage, Email : **[servicedesmarches@armp.cm](mailto:servicedesmarches@armp.cm)**.

## 19. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CO-NAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, l'ARMP au numéro (+237) 696 270 785.

Yaoundé, le 25 AOUT 2023

### Ampliations :

- JDM (Pour publication) ;
- PCIPM/ARMP ;
- Service des Marchés ;
- Chrono ;
- Archives ;
- Affichage ;

  
DIRECTEUR GÉNÉRAL  
*Joseph Ng...*



Notice of Open National Invitation to Tender No. 09/AONO/ARMP/CIPM/26 of 25 AOUT 2020

**RELATING TO THE SECURE HOSTING OF THE CRITICAL ICT PRODUCTION INFRASTRUCTURE OF THE ARMP'S INFORMATION SYSTEM.**

**1. Subject of the Invitation to Tender**

As part of the implementation of one of its missions, which is to monitor, manage and supply the Public Procurement information system, the Public Contract Regulatory Agency (ARMP) is launching a call for tenders for the secure hosting of its critical ICT production infrastructure for its Information System.

**2. Consistency of services**

The services covered by this call for tenders consist of:

2.2. Secure hosting of Pridesoft platform services consisting of

- a node for the website;
- a node for the Pridesoft application;
- a node for the public procurement database (Pridesoft DB);
- a hub for online training (MOOCs and certification);
- a node for DNS and supervision or monitoring tools;
- a node for the Messaging service;
- a node for active backups of source code and the development platform;
- a node for backups.

2.2. The backup node has the following minimum characteristics; DD5TB, 64GB RAM, Minimum 4-core processor with a minimum clock speed of 3GHz, Minimum internet and secure private network speed of 1Gbit/s;

2.3. The other nodes have the following minimum characteristics DD3TB, 64GB RAM, Minimum 4-core processor with a minimum clock speed of 3GHz, Minimum internet and secure private network speed of 1Gbit/s;

2.4. The services mentioned above can be provided in dedicated mode (redundant nodes on different geographical sites) or in the Cloud;

2.5. The platform must be provided with web and/or mobile remote administration tools;

2.6. The hosting platform must integrate security tools (Anti-malware, Anti-DDoS, Anti-virus, Anti-Rootkit, etc.);

2.7. The technologies used in the platform to be hosted are: Ubuntu Server, Web Apache Server, PHP, MySQL, PostgreSQL, BIND, and Postfix;

2.8. The operating license for all services on this platform must be for a minimum of twenty-four (24) months;

2.9. The technical support associated with the hosting platform must cover the duration of the license validity;

2.10. The integration of Pridesoft's new eCaution module;

- 2.11. The migration of data from the current platform to the new platform, if applicable;
- 2.12. Training at least two staff members from the Information Systems Department on advanced administration of Ubuntu Server and the PostgreSQL DBMS.

### **3. Estimated delivery time and location**

**Two deadlines must be taken into account in the context of the execution of this service.**

The maximum time allowed for the commissioning of the infrastructure by the Project Owner is **thirty (30) days** from the date of notification of the related Start Service Order, beyond which the delay in execution is noted.

The duration of the service is at **least twenty-four (24) months**, starting from the Provisional Receipt Date of the services.

### **4. Lotting**

This tender is for a single lot.

### **5. Estimated cost**

The estimated cost of this service is **fifty million (50,000,000) CFA Francs including tax.**

### **6. Participation and origin**

Participation in this consultation is open to all service providers under Cameroonian law established in Cameroon and demonstrating the capabilities and skills enabling them to carry out the services covered by this consultation.

### **7. Funding**

The services covered by this request for quotation are financed by the budget of the Public Procurement Regulatory Agency (ARMP), financial year 2026, budget allocation No. 03.07.02.01/236 100.

### **8. Submission method**

The submission method chosen for this Request for Quotation is online.

### **9. Bid bond**

Bids must be accompanied by a bid bond in the amount of **one million (1,000,000) CFA Francs**. This guarantee must be valid for **thirty (30) days** beyond the validity date of the offers and be established by a first-class banking institution or financial organization approved by the Ministry in charge of finance to issue guarantees in the context of Public Contracts, the list of which is included in document No. 11 of this DAO.

The absence of a bid security issued by a first-class bank or a first-category financial institution authorized by the Ministry of Finance to issue guarantees for Public Procurement will result in the outright rejection of the bid. A bid security submitted but unrelated to the tender in question will be considered absent. A bid security presented by a bidder during the bid opening session is inadmissible. **On pain of rejection, the bid security must comply with the provisions of Circular Letter No. 000019/LC/MINMAP of June 5, 2024, concerning the procedures for establishing, depositing, returning, and releasing bid security for Public Procurement.**

## 10. Consultation of the Tender Documents

The physical file can be obtained from the Public Contract Regulatory Agency (Contract Service), located on the 4th floor of the Agency's headquarters building (door 6039). It can also be consulted online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, on the ARMP website ([www.armac.cm](http://www.armac.cm)).

## 11. Acquisition of the Tender Documents

The physical file can be obtained, as soon as this notice is published in the written press or by posting, at the premises of the Public Procurement Regulatory Agency, upon presentation of a receipt for payment of a non-refundable sum of **fifty thousand (50,000) CFA francs** payable into the CAS-ARMP account No. **33598860001/94** opened at BICEC and representing the cost of purchasing the file.

It is also possible to obtain the electronic version of the Request for Quotation (RFP) file by downloading it free of charge from the **COLEPS** or **PRIDESOFT** platforms, available at the addresses indicated above for the electronic version. However, online submission is conditional upon payment of the RFP purchase fee.

## 12. Submission of bids

Each quote is written in **French** or **English**.

The quotation must be submitted by the bidder via the COLEPS platform no later than **SEP 2026** at **1:00 PM (Local Time)**. A backup copy of the quotation, saved on a USB drive or CD/DVD, must be submitted in a sealed envelope clearly and legibly marked "backup copy," in addition to the above statement, within the specified deadline.

### Note: File size and format

The maximum sizes of documents that will be transmitted via the platform and constitute the bidder's offer are as follows:

- **5 MB for the Administrative Offer;**
- **15 MB for the Technical Offer;**
- **5 MB for the Financial Offer.**

The following formats are accepted:

- **PDF format for text documents;**
- **JPEG for images.**

The candidate will ensure that compression software is used in order to reduce the size of the files to be transmitted if necessary.

## 13. Eligibility of bids

The administrative documents, the technical quotation and the financial quotation must be placed in separate envelopes and submitted in sealed envelopes.

The following will be deemed inadmissible by the Project Owner:

- **The envelopes bearing information about the identity of the bidder;**
- **Submissions received after the deadlines for submission;**
- **Folds not conforming to the submission method.**
- **The envelopes without indication of the identity of the Invitation to Tender;**

Any incomplete offer, in accordance with the tender specifications, will be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid security issued by an organization or financial institution authorized

by the Minister of Finance to issue guarantees in the field of Public Procurement, or failure to comply with the tender specifications, will result in the outright rejection of the bid without recourse. A bid security submitted but unrelated to the tender in question will be considered absent. A bid security presented by a bidder during the bid opening session will be inadmissible.

#### **14. Opening of the folds**

The opening of the bids will take place in one session and will be held on 23 SEP 2026 at **2 p.m. (Local Time)** by the Internal Contract Commission located at the ARMP in the conference room on the second floor of the ARMP.

Only bidders may attend this opening session or be represented by a duly authorized person of their choice.

**Under penalty of rejection, the required administrative documents must be submitted in original form or as certified copies by the issuing department or competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Specific Regulations for the Quotation. They must be less than three (3) months old or have been established after the date of signature of the Quotation notice.**

In the event of the absence or non-compliance of a document in the administrative file at the time of the opening of the bids, after a period of forty-eight (48) hours granted by the Commission, the offer will be rejected.

#### **15. Evaluation criteria**

##### **15.1 Criteria qualifying rounds**

These include:

- Failure to include the bid security deposit at the time of opening, in accordance with the provisions of Circular Letter No. 000019/LC/MINMAP of June 5, 2024, concerning the procedures for establishing, depositing, storing, returning, and releasing bid security deposits for public contracts;
- False declarations, fraudulent maneuvers, or falsification of administrative documents;
- Absence or non-compliance of any document in the administrative file within 48 hours of the bid opening (except for the bid security deposit);
- Absence of a sworn statement attesting to the absence of any abandonment of a service contract within the last three years;
- Non-compliance with the bid file format;
- Absence of a quantified unit price in the financial offer;
- Absence of any element of the financial offer (the bid, the unit price schedule, the bill of quantities);
- Non-compliance of the submission method;
- Absence of the dated and signed integrity charter on the last page;
- Failure to include a backup copy;
- Absence of the declaration of commitment to respecting environmental and social clauses, initialled page by page, dated, and signed on the last page;
- Non-compliance of the proposed equipment with "at least 20/26" of the technical characteristics;
- Technical score lower than 5/7 of the essential criteria;
- Lack of at least one reference in platform hosting and security. (Important: all references must be substantiated (cover and signature pages of the relevant contracts plus acceptance report).

- No Pridesoft Integrator certification.

### 15.2. Essential criteria

The essential criteria for qualifying suppliers will include, as a guideline:

- The presentation of the offer;
- The bidder's general references;
- Guarantees and after-sales service;
- The qualifications and experience of the staff;
- The methodology, planning and execution timeframe;
- Proof of acceptance of the terms of the Letter-Order;
- The equipments.

### 16. Attribution

The Project Owner or the Project Owner's Delegate will award the contract to the bidder who submitted an offer meeting the required technical and financial qualification criteria and whose offer is evaluated as the lowest bidder.

### 17. Offer validity period

Bidders remain bound by their Quotations for ninety (90) days from the deadline set for the submission of Quotations.

### 18. Additional information

Further information can be obtained during business hours from the Contract Service located on the fourth (4th) floor, door no. 6039 of the headquarters building, or online on the COLEPS platform at the following addresses: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> or any other electronic means of communication indicated by the Project Owner, Email: [servicedesmarches@armp.cm](mailto:servicedesmarches@armp.cm).

### 19. Fight against corruption and bad practices

To report any practices, facts or acts of corruption, please call CONAC at 1517, the Public Contract Authority (MINMAP) (SMS or call) at (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, or ARMP at (+237) 696 270 785.

#### Copies:

- JDM (For publication);
- PCIPM/ARMP;
- Contract Service;
- Chrono;
- Archives;
- Display;

Yaoundé, the 17<sup>th</sup> 2023,



THE DIRECTOR GENERAL

Joseph Ngo